

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, si je commence à répondre à cette question, vous m'arrêterez, et sans doute avec raison.

On me demande de donner l'opinion du ministère sur l'ensemble des rapports dont il s'agit. Comme je le disais tout à l'heure, j'espère que j'aurai l'occasion très prochainement de donner l'opinion du ministère sur l'ensemble des recommandations qui ont été faites.

\* \* \*

### LA SÉCURITÉ DU REVENU FAMILIAL

#### LA COORDINATION DES RÉGIMES D'OTTAWA ET DU QUÉBEC—REPRISE DES DISCUSSIONS

**L'hon. Martial Asselin (Charlevoix):** Monsieur le président, hier j'ai posé une question au secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et il m'a renvoyé au ministre. J'aimerais donc poser ma question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le ministre des Affaires sociales du Québec disait dernièrement que les négociations avec le gouvernement fédéral, relativement au nouveau régime d'allocations familiales, en étaient à un point mort, et même closes. Le ministre peut-il dire si, à la suite des discussions qu'il a eues avec le gouvernement du Québec, et plus spécialement avec le ministre des Affaires sociales, il a l'intention de changer le régime national d'allocations familiales pour se conformer aux exigences du Québec?

[Traduction]

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Il est trop tôt pour dire quels changements auront lieu, si changements il y a. Nous poursuivons des discussions à ce sujet avec le gouvernement québécois et je ne peux informer la Chambre que des mesures précises qui seront prises une fois ces pourparlers terminés.

[Français]

**L'hon. M. Asselin:** Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Le ministre peut-il assurer la Chambre que l'étude de cette question importante se poursuivra ou est-il d'avis que les portes sont closes et qu'il n'y a plus de discussion possible? Est-ce que le ministre doit bientôt rencontrer son collègue du Québec pour reprendre les négociations?

[Traduction]

**L'hon. M. Munro:** Je ne crois certainement pas que les pourparlers à ce sujet soient terminés.

\* \* \*

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### L'ONU ET L'OPPOSITION DE LA CHAMBRE DES COMMUNES À TOUS LES ESSAIS NUCLÉAIRES

**Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que la Chambre des communes a, vendredi dernier, adopté une résolution dans laquelle elle a demandé à toutes les puissances nucléaires de cesser leurs essais d'engins nucléaires et,

[M. MacDonald (Egmont)]

notamment, demandé au président des États-Unis de contremander l'essai qui doit avoir lieu à Amchitka au cours du mois, le ministre nous dirait-il s'il est disposé à approcher aux Nations Unies les représentants des pays favorables à cette résolution en vue de saisir l'Assemblée générale du contenu de cette résolution et d'obtenir une décision cette année?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Nous nous attendons que le premier comité sera saisi de la question d'interdire tous les essais nucléaires, et, en temps utile, l'Assemblée générale. Nous allons travailler avec les autres pays intéressés afin de préparer une résolution convenable.

**Mme MacInnis:** Je crois que le ministre n'a pas compris le sens de ma question. Je lui demandais s'il était prêt à faire les premiers pas vers les autres pays et à organiser une réunion dans le but d'établir un projet de résolution conforme à ces objectifs et qui serait déposé aux Nations Unies.

**L'hon. M. Sharp:** Nous avons, dans ces sortes de questions, de nombreux amis et de nombreux alliés avec lesquels nous collaborerons pour établir une résolution acceptable qui, je l'espère, obtiendra l'appui du monde entier contre les essais de tout pays.

**Des voix:** Bravo!

#### LA VISITE DE M. KOSSYGUINE ET LA QUESTION DE L'INTERDICTION DES ESSAIS NUCLÉAIRES

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** J'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou au très honorable premier ministre s'ils ont discuté de l'interdiction des essais nucléaires avec le premier ministre Kossyguine et si le gouvernement de l'URSS a assuré le nôtre qu'il souscrit à l'opinion du Canada à cet égard?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Nous avons eu quelques entretiens et dans le communiqué qui marquera la fin de la visite, nos deux gouvernements se prononceront officiellement en faveur d'une interdiction totale des essais. Nous avons naturellement des divergences de vues en ce qui concerne les modalités. Le gouvernement soviétique et le nôtre ne sont pas entièrement d'accord sur la meilleure façon d'interdire absolument ces essais.

• (2.40 p.m.)

**M. J. H. Horner (Crowfoot):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre. Vu le retrait du Canada de la sphère économique américaine et notre amitié renforcée avec l'Union soviétique qui a été si bien soulignée aujourd'hui, faut-il s'attendre à ce que les bases de missiles de La Macaza au Québec et de North Bay en Ontario seront remises en service dans un avenir proche avec des missiles soviétiques?

**Des voix:** Quelle honte!

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur.